



PSA et FIAT s'unissent pour être plus forts À nous salariés d'en faire autant !

C'est dans les journaux que nous avons appris que les actionnaires du Groupe PSA et celui de Fiat Chrysler ont décidé de fusionner.

Tout comme le rachat d'Opel-Vauxhall par PSA, la fusion entre PSA et Fiat Chrysler ne protégera pas nos emplois, n'augmentera pas notre pouvoir d'achat et n'étendra pas nos droits collectifs.

Au contraire ! Nous devons nous préparer à riposter à des attaques d'ampleur.

Déjà en ce moment même, la direction du groupe a le projet d'imposer un nouvel accord de compétitivité (NEC 2) avec entre autres une remise en cause des 35 h.

Les familles Peugeot et Agnelli (Fiat) pensent être plus fortes à deux sur le marché automobile, pour elles et pour les actionnaires c'est la promesse de bénéfices en augmentation.

Du côté des salariés, nous sommes 211 000 salariés à PSA, et 237 000 salariés chez Fiat Chrysler : nous représentons une force sociale considérable capable, en nous unissant et en nous mobilisant par-delà les frontières, de défendre collectivement nos intérêts communs face à nos patrons communs.

La direction de PSA/Fiat va chercher à mener une politique de division et de mise en concurrence entre les usines et entre les salariés. Déjà à travers le rachat d'Opel/Vauxhall, c'est ce que tente systématiquement de faire la direction de PSA.

Nous ne marcherons pas dans cette voie-là. Au contraire, la CGT de PSA défendra inlassablement auprès des salariés de PSA et de Fiat/Chrysler qu'ils ont des intérêts communs, que leur sort est désormais lié face aux actionnaires des deux groupes.

Nos patrons ne connaissent pas les frontières pour faire leurs affaires, alors l'union des salariés par-delà les frontières est vitale afin de construire les futures mobilisations qui ne manqueront pas d'arriver.

Infos de la réunion CSE du 31 octobre

R2COP et les salariés ne sont pas à vendre !

Les membres du CSE et les salariés du secteur R2COP ont été informés du projet de la direction de sous-traiter ce secteur situé à QCP.

33 salariés y analysent la Conformité de Production (COP) des émissions polluantes à l'échappement sur les véhicules produits.

À compter de début 2020, la direction veut « mettre à disposition » ces salariés à l'entreprise Bureau Veritas : pendant 1 an ils resteraient salariés PSA, puis ils seraient ensuite « vendus » à Bureau Veritas. S'ils refusent, PSA devra leur retrouver un poste sur le site.

Ces salariés ont toujours fait le travail qui était attendu d'eux, dans un secteur qui avait été

transféré de l'usine d'Aulnay il y a plusieurs années (vérifier date), et présenté comme un « secteur d'avenir ». Résultat : PSA veut le sous-traiter, et vendre les salariés avec !

Lors du CSE, la CGT a dénoncé cette opération : rien ne justifie que R2COP soit vendu, il y a encore derrière cela une volonté de PSA de faire des économies... sur le dos des salariés !

Un nouveau CSE sur ce sujet aura lieu jeudi 7 novembre à 13h30.

Il y a du travail ? Il doit y avoir des bus !

Pendant les périodes de chômage des unités terminales (notamment la semaine prochaine et en décembre), mais aussi à l'inverse lorsque des samedis sont travaillés dans les usines de

Mécanique et de PMM, la direction refuse de laisser en place le transport collectif.

Ce sont pourtant près de 2 000 salariés qui travaillent, et plusieurs centaines qui empruntent les bus de l'usine.

La CGT a de nombreuses fois dénoncé cette décision qui pose un vrai problème à de nombreux salariés : tout le monde n'a pas un véhicule qui lui permette de se rendre au travail !

Mais la direction n'a qu'une ligne de conduite : faire des économies à tout va, même si les bus ne représentent pour elle que quelques euros par jour pour chaque salarié... et que mettre quelques bus aurait plus de sens que des centaines de véhicules individuels sur les routes.

Pour une entreprise multimilliardaire, cette politique d'économies de bouts de chandelle est tout simplement lamentable !

Des payes de misère

La paye des intérimaires n'est pas maintenue lors des jours de H-. Pour certains, cela représente 7 jours, soit le tiers d'une paye. C'est énorme ! Alors qu'une paye complète ne permet déjà pas de s'en sortir, comment faire avec 700 ou 800 euros, pour payer son loyer, manger, payer ses factures ?

Ça n'est pas le problème de PSA : les directeurs ont leur paye complète, eux ! Et les agences promettent juste des avances sur le salaire ou sur les IFM, qui ne règlent rien.

Dans leur contrat il est prévu que les intérimaires sont « embauchés » pour 35 heures par semaine, et ils ne décident pas d'être en H-.

Les milliards de bénéfices sont aussi fabriqués par les intérimaires, alors PSA doit maintenir tous les salaires.

Le mystère de la fiche de paye

Certains secteurs ont été en H- le 25 octobre, et cela a été annoncé au CSE la veille, le 24. À ces dates, la paye est normalement « faite » depuis plusieurs jours... pourtant, sur la fiche de paye éditée le 29 octobre, ce jour de H- réalisé 4 jours plus tôt y figurait déjà !

Est-ce que cela voudrait dire que la direction avait planifié ce H- depuis longtemps au point de le faire figurer sur les payes, mais n'a attendu que le dernier moment pour l'annoncer ? Interrogée par la CGT, la direction a démenti lors du CSE. Chacun se fera son avis... pour nous, c'est clair !

Elections à ISS

Les élections pour le CSE ont lieu le 21 novembre à ISS. Plus de 80 salariés d'ISS qui travaillent sur le site de PSA sont appelés à voter.

La CGT d'ISS présente une liste pour la région « Grand Est » qui regroupe tous les sites où des salariés ISS Logistique et Production travaillent.

Et plusieurs candidats de cette liste travaillent à ISS au Montage : Mélanie LAOUADI en tournée A, Said AZZOUAYE en tournée B, et Mounir ALLOUCHE en tournée C.

À ISS, bien des choses ressemblent à ce qui se passe chez PSA, car c'est PSA le donneur d'ordre. Les salariés travaillent toujours sous pression, avec du matériel qui n'est pas adapté ou pas en bon état de fonctionnement, et ils ne sont pas assez pour faire leur travail correctement. Les salaires ne sont pas suffisants, et c'est sans compter toutes les « erreurs » qu'il y a sur les fiches de paye (comme les overtime non payés)

Plutôt que de régler ces problèmes, la direction menace les salariés en permanence : pour le moindre défaut, le moindre arrêt de ligne, elle sort les sanctions pour un oui ou pour un non.

Le vote CGT sera l'occasion de protester contre cette politique et de renforcer le camp des salariés qui veulent défendre leur emploi, leur salaire et de meilleures conditions de travail. La CGT de PSA appelle les salariés d'ISS à voter pour la liste CGT aux élections professionnelles.